

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

BULLETIN DE LIAISON



SOMMAIRE

1. Éditorial.....	1
2. Nous ne ferons plus les frais de cette crise	2
3. Un point de vue féministe sur la crise financière : Une autre économie pour un autre monde.....	4
4. FSM 2009 : partager des expériences afin de rendre possible un nouveau monde.....	7
5. Les défis actuels des femmes palestiniennes.....	9
6. Dernière rencontre de la Coordination Européenne.....	11
7. La formation en communication et genre : thème de réunion à Quito.....	12
8. La construction de la MMF et de l'action de 2010 au Kenya.....	12
9. La MMF au Mexique marche contre la violence et pour les droits des femmes	13
10. Livre et dépliant : préparation à l'Action internationale de 2010.....	14
11. Agenda.....	14
12. Prochain bulletin / Contacts.....	15

ÉDITORIAL

Chères copines,

Tandis que nous mettons au point les derniers détails de la première édition du bulletin International en 2009, nombreuses d'entre vous s'occupent des derniers préparatifs pour la mobilisation du 8 mars, Journée internationale des femmes et symbole de la lutte continue des femmes pour mettre fin aux inégalités, exploitation et discrimination qu'elles subissent.

Dans le cadre global de la crise capitaliste – attestée par les crises financière, alimentaire, environnementale et éthique - les activistes de la Marche Mondiale des Femmes du monde entier se sont élevées, une fois de plus, contre les systèmes patriarcaux et capitalistes qui oppriment et discriminent les femmes, quelles que soient leur nationalité, culture, religion et classe sociale. Nous déclarons que nous ne permettrons pas que nos gouvernements socialisent les pertes et privalisent les profits,

sous prétexte de « sauver l'économie de la crise financière ». Nous n'allons pas non plus permettre qu'ils poursuivent leurs politiques de croissance économique à tout prix, autrement dit au détriment de l'environnement, des droits du travail, des services publics essentiels, des droits des femmes. Nous réclamons la réorganisation de la production et de la consommation qui doivent être basées sur la durabilité de la vie humaine, comme exposé dans les deux premiers articles de cette édition spéciale du bulletin « une réponse féministe à la crise financière ».

De la même façon que nos énergies militantes sont canalisées pour relever les défis auxquels nous faisons actuellement face, elles se renforcent aussi pour le lancement de l'Action internationale de 2010 qui aura lieu le 8 mars prochain. Les douze prochains mois seront cruciaux pour l'impact et la portée de cette action. En outre, le processus de préparation

constitue une occasion de renforcer notre identité en tant que Marche mondiale des femmes, une identité collective basée sur nos luttes qui ont pour but d'enrayer les causes systémiques de la pauvreté et la violence faite envers les femmes.

En 2010, les débats qui nous susciteront dans nos communautés, nos pays et régions, et les revendications que nous ferons à tous niveaux, seront basées sur nos quatre champs d'action : Violence envers les femmes en tant qu'outil de contrôle de nos vies, corps et sexualité ; Biens communs et services publics; Travail des femmes et autonomie financière, Paix et démilitarisation. Il s'agit de commencer maintenant à diffuser les informations sur l'action de 2010, mobiliser

nos copines de base, inviter d'autres groupes de femmes à nous rejoindre, discuter avec les mouvements alliés, débattre nos Champs d'action, et préparer des marches de toutes les couleurs et formes pour le 8 - 18 mars et octobre 2010. Des marches, des actions, des activités et des campagnes fortes et visibles au cours de 2010 nous aideront à concrétiser notre solidarité envers les femmes subissant des violences extrêmes au Sud Kivu en République Démocratique du Congo.

Nous exigeons que nos voix et réclamations soient écoutées et abouties !
On ne nous fera pas taire !
Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !

NOUS NE FERONS PLUS LES FRAIS DE CETTE CRISE

En septembre 2008, la faillite des agences de crédit et des compagnies d'assurance américaines révélait au grand jour la crise financière. Cette crise est un réflexe d'une crise plus importante du système capitaliste, impliquant plusieurs dimensions : éthiques, économiques, environnementales, et politiques.

Depuis un certain temps, la croissance économique mondiale se maintenait aux dépens de la consommation des foyers, surtout des pays du Nord et, en particulier, des États-Unis. La croissance de la consommation, au lieu d'être possible grâce à une augmentation des salaires, se conduisait grâce à une aggravation du surendettement. Les familles hypothéquaient leurs maisons avec des prix artificiellement gonflés, permettant de maintenir une consommation élevée, non seulement de produits futils mais aussi de services indispensables comme ceux de santé qui, dans certains pays, ne sont pas garantis par l'État. Quand les prix immobiliers ont commencé à s'ajuster aux prix réels, diverses institutions financières ont décrété leur faillite à cause du fait que, d'un côté, les familles ne pouvaient plus payer leurs prêts et, de l'autre côté, la valeur de leurs maisons étaient en dessous de l'argent prêté.

Les gouvernements des États-Unis, de l'Angleterre et de la France ont commencé

à injecter des millions dans les banques privées lors d'une énorme opération de socialisation des pertes. Les banques n'ont pas été totalement nationalisées, les contrôles sont minimums, et les familles qui ont perdu leurs maisons hypothéquées n'ont pas été considérées, signifiant que les bénéfices sont toujours privés et concentrés entre les mains d'une poignée de privilégiés. Le manque de crédit et de dite « confiance du consommateur » a commencé à attaquer l'économie réelle. Les stocks sont élevés, les entreprises donnent des congés collectifs et licencient en masse. Les gouvernements injectent des fonds dans les entreprises du secteur automobile sans rien exiger en contrepartie. Les démissions se succèdent, de même que les propositions de réduction des droits des travailleurs.

Les tentatives pour faire en sorte que les pauvres fassent les frais de cette crise n'aboutiront pas sans résistances. Mais la crise s'installe dans un monde marqué par la criminalisation de la pauvreté et de la protestation, et par les interventions armées et violentes des forts contre les faibles. Sans parler de la stratégie, toujours en vigueur, consistant à diviser les travailleurs, visible à travers l'augmentation de la xénophobie, la violence contre les immigrants, les conflits pour des territoires que l'on nous présente comme des rivalités ethniques.

Sur le plan économique, les gouvernements et les entreprises projettent de relancer les investissements et la croissance avec la mise en place de technologies vertes (substitution des flottes de véhicules, construction d'infra-structures pour la captation d'énergie non-fossile...) et grâce à la marchandisation de la nature (vente de crédits de carbone).

Au niveau politique, le G8, groupe des 7 pays les plus industrialisés du monde plus la Russie, s'étend et devient le G20, incorporant des pays considérés comme émergents tels que le Brésil, l'Inde, la Chine. La réunion du G20, réalisée à Washington en décembre 2008, n'a pas de résultats encourageants. En effet, on continue à préconiser les mêmes remèdes, ceux-là même qui sont à l'origine du mal que nous vivons : plus de libre-échange, plus de déréglementation.

C'est pour cela que les mouvements sociaux invitent à une journée de protestation contre les mesures proposées par le G20, le 28 mars prochain, à la veille de sa réunion à Londres. Notre défi, en tant que mouvements sociaux, est de proposer des solutions qui répondent aux besoins concrets des personnes qui ont perdu leur emploi, leur maison, ou dont l'accès aux aliments s'est trouvé réduit, allant dans le sens d'un changement de l'ordre actuel. Notamment, on souligne :

- La redistribution des richesses entre les classes sociales, entre les hommes et les femmes, entre les ethnies et les sociétés. L'augmentation des salaires et des revenus des travailleuses et des travailleurs qui permettra que la consommation populaire fonctionne comme un moteur de la croissance au lieu du surendettement. On propose aussi un revenu minimum mondial et un plafond pour les revenus de sorte à diminuer les énormes inégalités de salaire ;

- De dégonfler le capital financier : nationaliser les banques, favoriser des coopératives de crédit, réaliser des audits et renégocier les dettes publiques, fermer les paradis fiscaux ;

- De démocratiser l'État et les entreprises, avec la participation et le contrôle populaire, et la garantie de politiques publiques. Liberté d'organisation, égalité, solidarité.

De plus, il est urgent d'arrêter la destruction de l'environnement causée par le modèle de production et de distribution et les guerres. Nos propositions visent à affirmer la souveraineté alimentaire et énergétique, à renforcer l'agriculture paysanne

et familiale, la pêche artisanale, les marchés locaux et la remise en cause du modèle de consommation, impliquant une diminution de la consommation des riches et permettant une amélioration des conditions de vie des pauvres.

Les femmes et la crise

Le néolibéralisme s'est imposé en tant qu'idéologie, constituant une réponse face à la crise de la croissance du capitalisme dans les années 70/80. Il s'est concrétisé à travers les recommandations – en réalité des directives – du Consensus de Washington qui préconisaient une réduction drastique des dépenses publiques, la déréglementation, l'ouverture des marchés.

Des services publics tels que la santé, l'éducation, la distribution de l'eau ont été privatisés. Le fait que ces dépenses disparaissent des budgets gouvernementaux ne signifie pas que les personnes avaient moins besoin de ces services mais qu'ils devaient être achetés ou fournis par les femmes, signifiant une surcharge de travail pour elles.

D'innombrables groupes de femmes ont témoigné de comment les politiques d'ajustement structurel ont été possibles, parce que dans leurs communautés, individuellement ou collectivement, elles ont assumé le travail lié aux soins, dans des conditions encore plus précaires. Si, d'un côté, les femmes ont réussi à avoir un travail rémunéré leur permettant une relative autonomie financière, d'un autre côté, la plupart d'entre elles ne possèdent qu'un travail précaire, informel, à temps partiel et avec moins de droits.

Les femmes dorment plus tard et se lèvent plus tôt pour pouvoir réaliser tout le travail à la maison, dans leur emploi, et s'occuper de la famille. Elles superposent les journées de labeur quand elles travaillent à leur domicile, assumant plusieurs activités en même temps (prendre soin des enfants pendant qu'elles cuisinent, etc). Voilà, entre autres, quelques exemples illustrant comment les femmes paient la note de l'ajustement néolibéral.

Et maintenant ? Ces dernières années les femmes ont attiré l'attention sur une crise concernant le modèle de reproduction sociale. Le temps des femmes est la variable d'ajustement pour que des dimensions incompatibles se rencontrent : la logique visant à tirer le maximum de profit et le bien-être des personnes. La société n'est pas

organisée pour que les femmes et les hommes partagent les tâches à la maison et pour que l'État garantisse des politiques publiques permettant la mise en place de crèches, restaurants, laveries collectives. Le marché offre de fausses solutions tels que les aliments industrialisés et l'emploi domestique.

En janvier de cette année, les supermarchés en Grande-Bretagne ont accusé une diminution de 50 % concernant la vente des plats cuisinés et une hausse similaire pour la vente de produits frais et de base. Certes, nous pouvons nous réjouir de la diminution de la consommation d'emballages plastiques et additifs chimiques. Mais cette nouvelle habitude est-elle le signe une autre négociation dans les familles afin que tous s'impliquent dans la préparation des repas ?

Jusqu'à présent, les nouvelles concernant les licenciements en masse se concentrent dans des secteurs industriels et de la construction civile où la majorité des travailleurs sont des hommes. En Espagne, on observe déjà une intensification des licenciements dans les domaines du commerce et de l'hôtellerie. Le chômage des femmes

fera-t-il l'objet des mêmes attentions ? Y aura-t-il des aides pour que des coopératives de femmes assument des services ? Dans les pays où il existe déjà des politiques d'assurance-emploi, comme c'est le cas du Canada, est-ce qu'on va commencer à inclure des travailleuses intérimaires ou à temps partiel ?

Nous devons également demeurer attentives aux réponses à la crise qui peuvent aboutir à une offensive morale conservatrice contre l'autonomie des femmes, à la persistance de la violence sexiste et à l'utilisation du corps des femmes comme butin de guerre.

Nous, les femmes, n'allons plus faire les frais de cette crise. Nous affirmons nos luttes pour la garantie de l'emploi, des augmentations réelles de salaires, des services publics d'éducation, de santé et l'aide à la reproduction sociale. Nous voulons l'accès à un crédit bon marché, des aides pour l'économie solidaire et la petite production. Nous revendiquons des politiques de prévention et combat de la violence domestique, une réduction radicale des dépenses militaires, entre autres mesures urgentes.

UN POINT DE VUE FÉMINISTE SUR LA CRISE FINANCIÈRE : UNE AUTRE ÉCONOMIE POUR UN AUTRE MONDE

La mondialisation économique vue par la Marche mondiale des femmes et des groupes féministes

La Marche mondiale des femmes (*Lettre aux dirigeants du FMI et de la BM : 2000 bonnes raisons de changer de cap, octobre 2000*), rejoignant les critiques féministes de la mondialisation, s'était employée à analyser comment ce processus était certes le résultat du système économique dominant – le capitalisme néolibéral – mais aussi comment il n'affectait pas les femmes de la même manière que les hommes (Wichterich, 1999). Et de démontrer les effets paradoxaux de la mondialisation : plus grande participation des femmes au marché de l'emploi mais augmentation des écarts entre une minorité de femmes dites « gagnantes » et une majorité de femmes « perdantes » (*L'économie en question du point de vue des femmes, 2004*). Et de démontrer comment les femmes sont de plus en plus cantonnées dans le travail précaire, atypique, flexible, à domicile, informel ; comment elles deviennent partout des « femmes

de services », comment elles sont confinées dans des ghettos d'emplois et des secteurs traditionnellement féminins et sous-payés, comment leurs conditions de travail et de salaire n'ont pas encore atteint ceux des hommes. La crise économique actuelle ne fera qu'aggraver cette situation.

Des féministes ont proposé une analyse plus approfondie de la mondialisation : le phénomène ne pouvait se comprendre du seul point de vue de la critique du capitalisme néolibéral. Il fallait l'analyser également à partir du patriarcat entendu comme système autonome – politique, économique, social et culturel – d'oppression des femmes ; un système antérieur au capitalisme lui-même et caractérisé par :

- **L'assignation** des femmes à des rôles, tâches, statuts spécifiques dans la société,
- **L'appropriation** du corps, du sexe et du temps des femmes, de leur force productive et reproductive,
- **L'exclusion** des femmes de la

propriété, du pouvoir politique, du pouvoir économique, etc.

● **La discrimination** dans la reconnaissance de leur travail et de leur existence, dans l'accès et l'usage des ressources.

Poursuivant encore plus loin l'analyse, de nombreux groupes féministes se sont appliqués à montrer l'imbrication des discriminations de « classe », de « genre » et de « race » qui caractérisent le système économique qualifié trop étroitement de capitalisme néolibéral. Les femmes du Sud, les femmes autochtones, les femmes Noires, les femmes arabes, etc. vivent des discriminations spécifiques dans le système actuel en tant que travailleuses exploitées – sous-payées ou non rémunérées – dans leur pays ou territoires, en tant que migrantes ou immigrantes, en tant que victimes de toutes sortes de violences institutionnelles. Le capitalisme tire profit du racisme et du patriarcat et vice-versa. La féminisation de la pauvreté, de la maladie, et en particulier des migrations, en constitue un exemple. Ces migrations légales et illégales des femmes constituent aujourd'hui la moitié des migrations totales. Chaque année par exemple, des milliers d'aides domestiques et des milliers d'entraîneuses de bar émigrent vers des pays du Nord ou de l'Ouest pour travailler dans des conditions qui se rapprochent bien souvent de l'esclavage. La traite et le trafic de femmes et de filles à des fins d'exploitation sexuelle sont en croissance partout dans le monde.

Enfin, les éco-féministes ont appelé à critiquer le système économique du point de vue de son impact sur l'environnement, sur les relations sociales, et sur l'avenir de la planète : productivisme boulimique, addiction pathologique à la consommation, individualisme à courte vue basé sur le « tout avoir, tout de suite et tout le temps », culture de guerre et donc dépendance envers l'industrie militaire, esprit de compétition et cupidité qui mènent à une concentration de la richesse à la limite du supportable et à des mutations dangereuses de la nature elle-même (changements climatiques, pollution de l'eau, de l'air, de la terre, etc.).

L'opération « sauvetage » du système actuel : un cul-de-sac ?

Les plans de sauvetage de l'économie doivent également être dans notre mire. On le sait : les dirigeants du G20 se sont beaucoup agités pour répondre à l'urgence de cette

crise en proposant des mesures immédiates et de court terme telles qu'un resserrement des contrôles sur la spéculation aux niveaux national et international, des investissements dans les infrastructures, des exigences de transparence, etc. Mais le préambule à leurs travaux annonce surtout que tout va changer pour ne rien changer en profondeur.

En fait, les dirigeants des pays du G20 proposent des corrections aux dérives du système – ce qui n'est pas négligeable, surtout du point de vue des populations vulnérables – mais qui ne constitue en rien une remise en cause de ce qui est au cœur de la crise économique : les finalités et le fonctionnement du système lui-même. Une fois la tempête passée, les choses reviendront à la normale ! Rien en effet sur la démocratisation des secteurs financiers, sur l'élimination des paradis fiscaux et de l'évasion fiscale en général, sur la refonte des institutions financières internationales (OMC, FMI, BM, etc.) des bourses, de l'accès au crédit, de l'appropriation individuelle ou corporatiste des ressources naturelles, sur la mise en cause des politiques inégalitaires, sur l'encouragement à la consommation et à l'endettement, sur le productivisme qui met la planète en péril, etc.

Les dirigeants mondiaux ignorent totalement l'existence du sexisme et du racisme comme causes structurelles de la crise économique, donc il faut questionner leurs plans de sauvetage :

● Comment affectent-ils les femmes de manière spécifique ?

● Quelles mesures sont destinées aux femmes ? Par exemple : l'équité salariale est-elle partie prenante de ces plans ? Met-on un stop à la privatisation des services de santé et d'éducation ?

● Quand les gouvernements parlent d'investir dans les infrastructures, de quoi parlent-ils ? Des ponts, des routes ... mais qu'en est-il des biens et services qui répondent aux besoins fondamentaux des individus et collectivités (garderies, centres de femmes, groupes de défense de droits, coopératives agricoles, etc.).

Sur quels principes et quelles valeurs refonder l'économie ?



La Charte mondiale des femmes pour l'humanité propose de construire un autre monde fondé sur les valeurs d'égalité, de

liberté, de solidarité, de justice et de paix.

Chacune de ces valeurs implique l'émergence d'une « autre » économie basée sur les principes suivants :

- La primauté du politique sur l'économisme ; donner priorité au «vivre ensemble», au souci pour l'intérêt général, le bien commun, les biens publics en tant que patrimoine commun de l'humanité à partager équitablement (ressources naturelles, eau, air, etc.) ;
- La démocratie comme fin et comme moyen de transformation de l'économie. L'économie demeure un immense chantier à démocratiser ;
- Une conception résolument solidaire de l'économie en opposition à l'économie machiste et guerrière dominante qui produit un très petit nombre de gagnants et une grande masse de perdantes et perdants. Une économie nouvelle socialise les gains de productivité au lieu de les privatiser ;
- L'égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes et une transformation des rapports sociaux qui implique entre autres :
 - une remise en cause de la hiérarchisation sociale et, par le fait même, une remise en cause des privilèges individuels et collectifs associés à cette hiérarchie ;
 - un engagement de la part des divers acteurs sociaux à réclamer le respect des droits des femmes ;
- La reconnaissance du travail invisible de reproduction sociale assumé très majoritairement par les femmes et encore ignoré dans la comptabilité de la richesse ;
- Les droits, en particuliers les droits économiques, sociaux et culturels qui concernent toutes les sécurités souhaitées (alimentaire, énergétique, de santé, d'éducation, de logement, etc.) ;
- Le respect de l'environnement et la remise en question de la croissance économique à tout prix (productivisme destructeur des rapports sociaux et de l'environnement).

Des exemples de mesures immédiates à prendre :

- Investissements gouvernementaux dans tous les types d'infrastructures (de «béton» et sociales) hors de partenariats privés-publics (PPP) ;
- Refondation d'une politique industrielle axée sur les projets innovants, écologiques et riches en emplois des petites et moyennes entreprises et industries avec droit de regard de l'État sur la stratégie de relance industrielle (Le Monde, 21 janvier 2009) ;
- Mesures de facilitation de l'accès au crédit ;
- Mesures de protection, de création et de formation en emploi ;
- Mesures de protection des plus vulnérables dans toutes les sociétés (assurance-chômage, sécurité du revenu, etc.) dont les femmes, en particulier les femmes pauvres, monoparentales, âgées, Noires, autochtones, etc ;
- Mesures de partage des gains de productivité en faveur des salaires, contre le chômage mondial et pour le travail décent protégé par les normes du Bureau international du travail (BIT) ( <http://ituc-csi.org/spip.php?article2703&lang=fr>) ;
- Mesures pour instaurer l'égalité et l'équité salariales entre les hommes et les femmes ;
- Promotion de l'économie locale dont l'économie sociale ;
- Reconnaissance et émergence, dans la sphère publique formelle, du travail « invisible » des femmes. Entre autres, la reconnaissance des savoirs traditionnels et des savoirs d'expérience acquis à l'extérieur de la sphère économique « dominante ». Ces savoirs contribuent au bien-être des personnes et des collectivités. Il est fondamental de les valoriser et de leur reconnaître une « rentabilité sociale » autant qu'une « rentabilité économique » ( <http://ituc-csi.org/spip.php?article2703&lang=fr>) ;
- Partage équitable entre les femmes et les hommes du temps alloué au travail domestique et à l'éducation des enfants dans la sphère privée.

En six jours de débats et mobilisations, le Forum Social Mondial a réuni environ 100 000 personnes dont la moitié venant de tout l'Etat du Pará. Il s'agissait surtout de jeunes qui en ont tiré profit comme d'une université populaire abondant des dénonciations et des alternatives au modèle en crise. Ce Forum s'est tenu à Belém do Pará dans la région Amazonique. L'espérance était que des thèmes tels que la sociobiodiversité et les luttes des peuples de la région influenceraient les alternatives formulées au sein des organisations participant du FSM. Des femmes et des hommes de plus de 120 peuples autochtones ont été présents et ont partagé des expériences telles que le retour du peuple et des Etats de la Bolivie et de l'Equateur au principe du « bien vivre » (« *sumak kawsay* » en aymará), c'est à dire, une autre façon de mener la vie quotidienne et organiser la société s'opposant aux rapports marchandisés du capitalisme patriarcal et colonialiste. Il s'est agi d'un Forum conçu dans le but d'apprendre avec les autochtones. Si nous y sommes parvenus ou pas, c'est à discuter.

Nos activités

Nous, de la Marche mondiale des femmes, nous avons organisé des activités dont plusieurs en alliance avec d'autres réseaux et mouvements alliés. La critique féministe dans la construction de nos analyses et l'alliance avec les mouvements locaux a été l'objet de trois ateliers. Nous avons présenté notre point de vue féministe sur des thèmes tels que la réforme politique, les changements climatiques, la dette et l'agroécologie.

La *batucada* (groupe de batterie) féministe a aussi marqué notre présence. Lors du défilé d'ouverture, au milieu de la pluie, nous avons réalisé des arrêts stratégiques et avons lancé des mots d'ordre interpellant des entreprises de communication, de *fast food*, des

entreprises minières et des endroits symboles du pouvoir masculin.

"Femmes en marche ! Construisons l'Action internationale de 2010". C'est dans ce cadre que notre première activité a eu lieu le premier jour (consacré à la Pan-Amazonie) sous la tente des peuples et nations sans Etat propre. Nous avons donc commencé par remercier l'hospitalité et nous nous sommes engagées dans la lutte des femmes kurdes, sahariennes, palestiniennes et guyanaises. Nos copines qui vivent en Amazonie péruvienne et brésilienne ont exposé comment le modèle d'extraction exportateur qui considère la forêt et les peuples qui l'habitent comme des ressources pouvant être manipulées par les colonisateurs, aujourd'hui représentés par les entreprises transnationales pétrolières, minières et agroalimentaires exportatrices, s'ajoutent aux préjugés concernant la sexualité de la femme dans cette région. L'Amazonie est le point de départ des routes du trafic des femmes ; la prostitution des femmes et des fillettes est intégrée et suit les routes des grands projets. Le cadre politique et économique en Turquie, au Népal et les expériences de construction de la Marche en Afrique du Sud et au Brésil ont préparé le terrain à la présentation des revendications et nos formes d'expression dans le cadre de l'Action internationale de 2010.



La batucada féministe anime la marche d'ouverture du Forum Social Mondial

En alliance avec d'autres mouvements sociaux, nous avons organisé un dialogue avec Evo Morales, président de la Bolivie, Hugo Chaves, président du Venezuela, Rafael Correa, président de l'Equateur et Fernando Lugo, président du Paraguay. Les représentants des mouvements ont commencé le dialogue et ont demandé aux présidents de garantir leur appui aux revendications du mouvement populaire et de se maintenir fidèles aux promesses de leurs programmes et aux espoirs

que leurs peuples ont déposé en eux. Magdalena León, notre copine équatorienne membre de l'organisation REMTE Equateur (Réseau de femmes transformant l'économie) a rappelé l'importance des luttes des femmes et leur contribution aux changements actuels. Les valeurs du Socialisme du XXI siècle comme l'égalité entre les femmes et les hommes, les changements structurels découlant de l'instauration d'une monnaie sud-américaine, la réforme agraire et la démocratisation des ressources ont figuré parmi les engagements tenus par les présidents.

Nous avons aussi organisé l'Assemblée des Mouvements Sociaux et nous avons établi, entre mouvements, un calendrier unitaire mondial de mobilisation (pour voir la déclaration, accédez le site http://www.marchemondialesdesfemmes.org/alliances_mondialisation/asamblea-movimientos-sociales/declaracion2009/fr/?set_language=fr&cl=fr). L'idée est de récupérer des dates historiques (comme le 8 mars, la Journée internationale des femmes et le 12 octobre, mobilisation globale de lutte pour la Terre Mère, contre la colonisation et la marchandisation de la vie). En outre, nous avons retenu la période du 28 mars au 4 avril comme Semaine d'action globale contre le capitalisme et la guerre (la Mobilisation contre le G-20 aura lieu le 28 mars et celle contre les soixante ans de l'OTAN, le 4 avril ; la Journée de solidarité envers le peuple palestinien aura lieu le 30 mars).

Nous avons aussi organisé avec d'autres organisations et réseaux féministes, des débats



Les participantes de la première activité de la MMF :
« Femmes en marche ! Construisons l'Action internationale de 2010 ! »

et des actions en faveur de la légalisation de l'avortement au Brésil. Le sixième jour du FSM, nous avons réalisé l'Assemblée des femmes (voir le document sur le site http://www.marchemondialesdesfemmes.org/alliances_mondialisation/fsm2009/womensassembly/fr/?set_language=fr&cl=fr). Celle-ci a rassemblé plus de 350 femmes venues de plusieurs parties du monde, représentant les divers courants du féminisme : lesbien, indigène, rural, urbain, occidental et oriental... Elle s'est distinguée par la remise en question du système capitaliste, patriarcal et raciste. Nous avons mis le doigt sur la surexploitation du travail des femmes en temps de crise et nous avons rejeté les fausses solutions à la crise présentées par les pays riches et les marchés tels que l'utilisation des fonds publics afin de sauver les entreprises et les banques.

Les femmes ont présenté leurs luttes contre le modèle de développement en vigueur en Pan-Amazone. Un modèle qui détruit la nature et condamne beaucoup de fillettes et de femmes à la prostitution. Les luttes des femmes contre les conflits armés et pour la paix en Colombie et les luttes contre la domination patriarcale en Inde ont aussi été abordées. Les femmes ont aussi déclaré leur solidarité féministe envers les femmes palestiniennes, victimes des attaques de l'Etat d'Israël à la Bande de Gaza.

Le monde que les femmes sont en train de construire est basé sur l'égalité entre toutes les femmes et sur la conquête de l'autonomie de leur corps et de leur sexualité. Nous



Militantes internationales de la MMF au FSM : Brésil, République Démocratique du Congo, Népal, Pérou, Afrique du Sud, Turquie

avons mis l'accent sur la lutte menée contre la criminalisation des femmes ayant fait un avortement ou défendant le droit d'en faire un, et sur celle réclamant le droit à l'avortement légal et sûr.

L'avenir du FSM

Les espérances par rapport au Forum Social avaient un rapport avec la crise financière. De nombreuses initiatives de débats communs sur les issues à la crise ont vu le jour au cours du FSM. Cependant, aucune d'entre elles ne s'est avérée rassembleuse et n'est parvenue à mobiliser, dans un même sens, les mouvements internationaux, les petites organisations locales ou même les jeunes qui participaient peut-être au Forum pour la première fois.

Des articles- bilans sur le Forum de Belém circulent déjà et présentent des orientations pour l'avenir. Il y en a qui évoquent un certain épuisement du processus : le grand nombre de débats dispersés peut traduire la richesse de la résistance populaire

mais ne parvient pourtant pas à promouvoir l'articulation des forces d'autant plus nécessaire en temps de crise. D'autres, plus optimistes, ont rappelé qu'une meilleure diffusion des analyses réalisées par les mouvements environnementaux et autochtones et par celui des peuples sans Etat permettrait la naissance d'un cadre commun, favorable au dépassement du capitalisme.

En terme de Forum, la réalisation de nouvelles éditions a été proposée, cette fois-ci thématiques et concentrant sur le débat d'alternatives. Par exemple, des Forums portant sur des sujets tels qu'un nouveau paradigme civilisation, des sortis de la crise, entre autres. La réalisation d'une nouvelle édition mondiale en 2011 en Afrique (dans

un pays devant encore être retenu) a aussi été proposée.

Le Forum Social Mondial demeure dans notre agenda comme un espace concret où nous pouvons construire et faire vivre des alliances. Selon notre appréciation et celle d'autres mouvements sociaux, nous devons créer des alliances plus consistantes en terme d'analyses, revendications et formes d'action afin de changer les rapports de forces qui soutiennent l'ordre en vigueur. En même temps, nous sentons qu'il faut urgemment aller au-delà de ce qui est abordé dans le domaine des alliances. En plus d'être fort, notre mouvement doit formuler et systématiser des alternatives et y réfléchir en tenant compte de la théorie et pratique féministes.

Nous sommes rentrées de Belém plus fortes, avec plus d'expérience en terme d'organisation, ayant établi de nouveaux liens et resserré les anciens. Nous sommes toutefois rentrées plus conscientes des responsabilités et tâches qui nous attendent.

LES DÉFIS ACTUELS DES FEMMES PALESTINIENNES

Dans ce moment de lutte, de nouveaux défis nous apparaissent – en tant que peuple palestinien et en tant que femmes :

1. L'Unification des lidérances palestiniennes et la fin des divisions politiques : pour la réalisation de cet objectif, nous devons

davantage faire pression sur les partis politiques, afin de parvenir à élargir la discussion au niveau interne ;

2. La résolution des problèmes humanitaires causés par la guerre israélienne contre Gaza et la politique actuelle d'oppression du peuple

dans tous les territoires occupés, dont, nous le savons, les femmes et les enfants sont les premières victimes.

Nous avons besoin de présenter un programme d'urgence concernant les finances, les aides sociales et la santé et aussi des plans, de moyen et long terme, pour garantir des droits humanitaires élémentaires pour le peuple palestinien ;

3. L'oppression israélienne incessante, notamment les attaques militaires quotidiennes, les appropriations de terre, les campements israéliens, le mur de l'apartheid

et l'opération de transformer Jérusalem en ville que pour les juifs/juives ; cette stratégie d'occupation s'est encore renforcée après les dernières élections en Israël. Nous croyons que le nouveau gouvernement va être plus agressif vis-à-vis de notre peuple ;

4. En tant que femmes, notre fardeau est chaque jour plus lourd : en même temps que nous participons à la lutte de notre nation contre l'occupation, nous devons travailler pour la cause des femmes. En ce sens, les femmes sont amenées à faire de grands sacrifices.



« Palestine - Libre et Souveraine ! » La MMF exprime sa solidarité avec le peuple Palestinien pendant la marche d'ouverture du FSM

Participant à l'ensemble de la lutte nationale, les femmes se concentrent sur la question de l'augmentation de leur présence dans les prises de décision, signifiant plus de travail à la base :

- Premièrement, dans le mouvement des femmes lui-même, elles doivent être plus reconnues et motivées ;

- Deuxièmement, elles doivent également être présentes au niveau des prises de décision visant à l'augmentation de leurs droits dans les lois palestiniennes, notamment en ce qui concerne le travail, la famille, les châtiments et, bien sûr, leur participation à la vie politique. Ainsi, nous souhaitons renforcer notre

mouvement et mettre en évidence sa lutte séculaire qui cherche à en finir avec tout type de discrimination contre les femmes et, évidemment, cela doit se produire dans une société indépendante, sans occupation étrangère.

À propos de la campagne BDS

BDS est une campagne internationale non violente pour le boycott, le désinvestissement et des sanctions contre Israël. Elle agit aux niveaux national et international et propose des actions et positions solidaires des syndicats, du mouvement des femmes et universitaire et des campagnes dans le monde entier.

Tout d'abord, nous pensons que le boycott est une stratégie efficace dans la lutte contre l'occupation en général ; il influence les stratégies financières et sociales de l'occupation, stratégies basées sur l'appropriation des terres occupées et l'usage de ces terres par les Israéliens pour leurs propres intérêts. C'est un instrument de lutte contre l'occupation.

Dans notre situation particulière, nous, les Palestiniennes, nous utilisons cet outil car nous savons que la Cisjordanie et la Bande de Gaza représentent le second marché pour la production d'armes d'Israël. Pendant que les médias présentaient Israël comme un État démocratique, libre et moderne, la Palestine était occupée, son peuple tué et ses ressources

naturelles pillées.

La campagne BDS est très importante pour la cause palestinienne en tant qu'outil pour renforcer la position palestinienne dans sa lutte permanente et aussi parce que, potentiellement, elle peut amener le gouvernement israélien à rencontrer des difficultés pour que les universités, les entreprises, les investissements se maintiennent tant que les occupations et crimes continuent d'être commis.

Le boycott a été efficace dans beaucoup d'autres cas similaires, comme celui de l'Afrique du Sud. De ce fait, je pense que la campagne BDS doit être renforcée et élargie afin d'exercer le maximum de pression sur Israël.

DERNIÈRE RENCONTRE DE LA COORDINATION EUROPÉENNE



Déléguées de la réunion de la Coordination Européenne, unies !

Les déléguées de treize pays se sont réunies à Barcelone du 20 au 22 février pour la rencontre de la Coordination Européenne de la MMF. Très bienvenue était la forte participation de jeunes femmes ainsi qu'une délégation d'un réseau de femmes migrantes. En plus, pour la première fois des femmes de l'Angleterre et du Danemark ont participé à la Coordination Européenne. Parmi les points sur l'ordre du jour étaient la planification des actions 2010, la participation aux préparations des Forums Sociaux Européens et l'élection des déléguées de la région pour le Comité International.

La Coordination Européenne a décidé d'organiser une action européenne en 2010 sous forme d'une manifestation dans une ville majeure en Europe. Cette manifestation aura lieu début octobre et servira comme trampelin pour le départ des déléguées qui vont participer à l'Action internationale en République Démocratique du Congo. La ville qui organisera l'événement sera décidée en avril.

Des représentantes de la MMF, surtout du secrétariat européen, se sont beaucoup investies dans les préparations des Forums Sociaux des dernières années. Le bilan de ses activités est mitigé. La coordination européenne continuera de suivre les préparations et participera dans la mesure du possible des coordinations nationales.

Lors de la réunion à Barcelone les coordinations nationales ont élues Tereixa Otero Dacosta de la coordination galicienne et Michèle Spieler de la coordination suisse comme représentantes européenne au Comité International.

LA FORMATION EN COMMUNICATION ET GENRE: THÈME DE RÉUNION À QUITO

Le 14 et 15 février, la Marche mondiale des femmes a participé à une réunion qui a eu lieu à Quito en Equateur et au cours de laquelle nous avons fait le point sur le processus de formation en communication et genre, qui a débuté en 2008 avec des femmes communicatrices et leaders d'autres organisations sociales et des réseaux d'Amérique Latine. L'atelier a été organisé par *Minga Informativa de Movimientos Sociales*, une initiative de convergence en communication entre les mouvements sociaux d'Amérique Latine et les Caraïbes qui a vu le jour dans les résistances communes au modèle économique et social excluant.

Suite aux ateliers présentiels réalisés par Minga en 2008, les participantes à la rencontre qui a eu lieu à Quito ont avancé dans la construction de la suite du Calendrier de communication et genre (voir le link http://movimientos.org/fsa2008/show_text.php3?key=13156 en espagnol) dans le but d'encourager la diffusion de la participation et des propositions des femmes dans les actions du calendrier des mouvements. L'initiative s'articule aussi avec celle des milieux populaires pour ce qui est des processus d'intégration de l'ALBA (Alternativa Bolivariana para América Latina y el Caribe), dans le cadre des mouvements sociaux et de l'ALBA.

En plus de construire un calendrier unitaire, les discussions à Quito se sont concentrées à reconsidérer collectivement le processus de formation en communication et genre dans les mouvements sociaux tout en tenant compte de la diversité et complexité du mouvement des femmes par rapport à ses propositions et niveau d'action. D'où la



La Minga est une initiative de communication partagée par – et à partir de – différents mouvements sociaux, urbains et ruraux. Sur cette photo : ALAI (Agence Latino-Américaine d'information), CAOI (Coordination Andine d'organisations indigènes), CLOC (Coordination Latino-Américaine d'organisations paysannes), Centre Martin Luther King, Jubilé Sud, MMF, REMTE (Réseau de femmes transformant l'économie), Via Campestina – Centro América y Conosur

nécessité de continuer à construire un discours qui, petit à petit, permette aux femmes de s'articuler et leur donne de la visibilité.

C'est pourquoi nous nous sommes convenues qu'il faut renforcer les capacités et les compétences des femmes faisant la communication à partir des mouvements : nous avons établi comme priorité la formation des formateurs/formatrices afin de procéder à la démultiplication ensuite. Nous avons travaillé collectivement sur plusieurs sujets : nous avons construit toutes ensemble des critères, mécanismes et outils qui aident les femmes dans leur travail quotidien en tant que communicatrices sans perdre de vue le sens stratégique et politique de la communication pour les organisations qui intègrent les mouvements sociaux.

Plus d'information :

<http://www.movimientos.org/mujeres>

LA CONSTRUCTION DE LA MMF ET DE L'ACTION DE 2010 AU KENYA

La MMF au Kenya réalise, une fois par mois, des réunions concernant son organisation et la planification de l'Action de 2010. Depuis la VIIe Rencontre internationale, les militantes ont déjà organisé deux actions en décembre

– une le 10, pour fêter la fin des « 16 jours d'activisme contre la violence envers les femmes » et le 60e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme et une autre le 12. La première action s'est déroulée dans le quartier

pauvre de Huruma ; des femmes de plusieurs cultures ont organisé des manifestations dénonçant les traditions et normes qui violent le droit des femmes, comme la mutilation génitale, l'héritage de l'épouse, les mariages précoces et forcés, les femmes battues comme signe d' « amour » de leur mari, entre autres. « Nous sommes allées dans un camion depuis le quel nous avons sensibiliser les femmes et hommes au fil de la route, essayant, ce jour-là, d'éveiller les consciences en informant sur nos activités et rôles en tant que femmes au sein d'un mouvement actif », déclare Sophie Dola. Deux jours après, le 12, jour de l'Indépendance de Kenya, la MMF a participé aux manifestations en utilisant des t-shirts dénonçant l'insécurité alimentaire et les ministres accusés de pratiques de corruption, exportant les aliments de base de la population et laissant les Kenyans les plus pauvres mourir de faim.


Des actions ont également eu lieu les 3, 8 et 28 mars, autour du travail des femmes, le bien commun, la sécurité alimentaire, la violence domestique et la paix. Ces actions ont



Des copines de la MMF du Kenya marchent à Nairobi le 3 mars, Journée des mères, pour demander stabilité dans leur pays, et en solidarité avec les femmes Palestiniennes et Congolaises et avec les plusieurs femmes et enfants qui ont perdu leurs vies dans le feu recent du supermarché Nakumatt dans la ville.

également établi un lien entre ces thèmes et la déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux de 2009 qui a eu lieu au Forum social mondial de Belém.

Informations complètes sur les activités sur le site de la MMF (en anglais) :

 <http://www.marchemondialesdesfemmes.org/structure/cn-groupes/afrique/kenya/report2008-march2009/en>

LA MMF AU MEXIQUE MARCHE CONTRE LA VIOLENCE ET POUR LES DROITS DES FEMMES

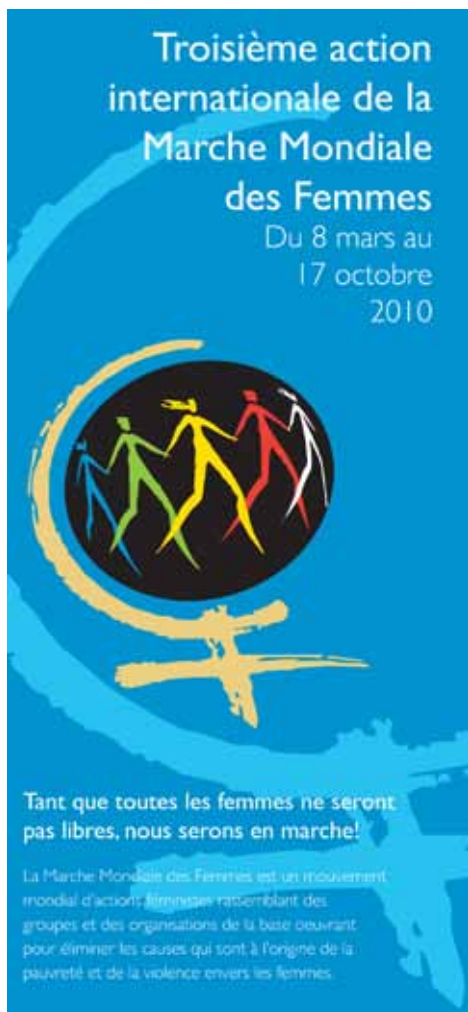


La population locale de San Cristóbal de las Casas, Chiapas, accueille la Caravane Chihuahua-Chiapas de la MMF le 1er décembre

Dans le cadre de la campagne « Un million de signatures pour exiger le sécurité des femmes », qui avait débuté en septembre 2008, une grande marche caravane a été réalisée, entre les 24 novembre 2008 et 1er décembre 2008, au départ de Ciudad Juárez, Chihuahua et à destination de San Cristobal de las Casas, dans le Chiapas. Le passage de la caravane a permis la réalisation d'activités dans le District Fédéral et à Oaxaca.

Du nord au sud, les femmes ont revendiqué la fin des féminicides, de la militarisation du pays et de la répression des mouvements sociaux, la liberté pour les prisonnières politiques, et que la loi fédérale qui protège les femmes de violence soit respectée et appliquée dans chaque état.

« C'est une marche de protestation. C'est une marche de solidarité. C'est une marche d'espérance. C'est une marche de résonances. C'est une marche d'invitation à marcher en avant. » Lien audiovisuel et photos :  <http://Chiapas.indymedia.org>



Le devant du dépliant de l'Action de 2010, un outil important de mobilisation

Le Forum Social Mondial en Amazonie nous a permis, une fois de plus, de diffuser le livre « La Marche mondiale des femmes 1998 – 2008 : une décennie de lutte internationale féministe » qui retrace un peu notre histoire par le biais de textes et de documents clés. Lors de cet événement, nous avons aussi lancé un dépliant qui constitue, avec le livre, un matériel d'appui important dans la construction du mouvement et la mobilisation pour l'Action de 2010.

Le livre – ayant des versions en espagnol, français et anglais - peut être demandé par les Coordinations Nationales (CN) par l'adresse électronique : info@marchemondiale.org. Il pourra aussi être téléchargé sur le site de la MMM par les liens :
EN <http://www.marchemondialedesfemmes.org/publications/libro1998-2008/en/>
ES <http://www.marchemondialedesfemmes.org/publications/libro1998-2008/es/>
FR <http://www.marchemondialedesfemmes.org/publications/libro1998-2008/fr/>

Le dépliant figure dans la section « Matériel promotionnel » de notre site en espagnol, anglais, français et portugais (<http://www.marchemondialedesfemmes.org/promotion/fr/>).

Si votre CN l'a déjà traduit dans votre langue ou compte le faire, s'il vous plaît, faites-nous parvenir la traduction en fichier numérique au e-mail suivante : communication@marchemondiale.org pour que nous puissions l'inclure sur le site de la MMM.

AGENDA

28 – 31 mars : Conférence de l'Initiative de solidarité de la société civile Irakienne, Rome, Italie.

28 March – 4 avril : Semaine d'action globale contre le capitalisme et la guerre:

- Mobilisation contre le G20 le 28 mars
- Journée de solidarité avec le peuple palestinien pour impulser un boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël le 30 mars
- mobilisation contre le 60e anniversaire de l'OTAN le 4 avril

31 March – 3 April: Réunion du Comité international de la MMF, São Paulo, Brésil.

9 – 12 avril : Marche internationale contre le mur Marocain de honte, Sahara occidental occupé.

15 – 18 avril : IV Sommet des peuples, parallèlement au V Sommet des Présidents et Premiers Ministres des Amériques, Trinité et Tobago (<http://www.cumbredelospueblos.org/?lang=en>)

27 – 30 mai : I Sommet de femmes, fillettes et filles, parallèlement au IV Sommet Continental des peuples et nationalités autochtones, Puno, Pérou

28 – 30 mai : 1ière Rencontre régional Afriacine de la MMF, Bamako, Mali.

PROCHAIN BULLETIN

8 mars, Mobilisations de la Journée internationale des femmes

Conférence de l'Initiative de solidarité de la société civile Irakienne

Semaine d'action globale contre le capitalisme et la guerre

Réunion du Comité international de la MMF, São Paulo

Rencontres régionales de la MMF

Nous envoyez, s'il vous plaît, des nouvelles et photos des activités et mobilisations de votre CN, jusqu'au 10 mai, pour qu'elles puissent être incluses dans le deuxième bulletin de 2009.

Comité internacional de la MMM:

Miriam Nobre (Secrétariat International), Nana Aicha Cissé et Wilhelmina Trout (Afrique), Emilia Castro et Gladys Alfaro (Amériques), Jean Enriquez et Saleha Athar (Asie), Tereixa Dacosta et Michèle Spieler (Europe)

Secrétariat International de la MMF :

Rua Ministro Costa e Silva, n° 36

Pinheiros,

São Paulo, SP

Brésil

Code postale : 05417-080

Tel. : +55 11 3032-3243

Fax : +55 11 3032-3239

E-mail : info@marchemonddialesdesfemmes.org

Site : www.marchemonddialesdesfemmes.org

Equipe SI :

Alessandra Ceregatti, Celia Alldridge, Julia Clímaco, Miriam Nobre

Elaborations de textes :

Alessandra Ceregatti, Celia Alldridge, Comité Femmes et Mondialisation de la Fédération des femmes du Québec, Khitam Saafin (l'Union des comités des femmes palestiniennes), Miriam Nobre, Sophie Dola

Traduction et révision :

Anne Kepple, Catherine Degoulet, Celina Lagrutta, Claudine Charran, Maité Llanos, Sally Burch

Fichiers :

WMW Archives, Tuto Wherle, Sandra Silvestre, Tica Moreno

Mise en page : Luciana Nobre

Appuis : Oxfam NOVIB, le Fonds Mondial pour les Femmes, Fund For Non-violence, Oxfam GB Amérique du Sud, Développement et Paix, E-CHANGER.

São Paulo, mars 2009.